**Convention portant sur le versement
d'une subvention de fonctionnement pour la mission d'étude urbaine
du secteur Brazza Nord à Bordeaux**

Entre :

La Communauté Urbaine de Bordeaux, Etablissement public de coopération intercommunale, dont le siège est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33076 – BORDEAUX Cedex (ci-après désigné "**LA CUB**") représenté par son Président en exercice, Monsieur Vincent Feltesse, et agissant en vertu de la délibération n° 2011/xxxxxx du XXXXXXXXXXXX

ET

La Commune de Bordeaux ayant son siège Place Pey-Berland à Bordeaux, représentée par son maire en exercice, Monsieur Alain Juppé et agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 25 janvier 2010 ;

PREAMBULE

Le secteur Brazza constitue un des sites stratégiques de développement urbain de la plaine rive droite. Suite à une première réflexion engagée par la ville avec l'architecte-urbaniste Djamel Klouche, de grands principes de déplacement et d'armature des espaces publics structurants ont été approuvés. Le parti général d'aménagement a néanmoins vocation à être précisé dans le cadre d'une étude pré opérationnelle permettant de préciser un plan d'aménagement d'ensemble permettant de mettre au point une stratégie de mutation de ce secteur, une programmation économique et en logements ainsi qu'un schéma général des espaces publics.

Ainsi, l'équipe titulaire du marché se voit confier quatre missions principales :

- définir un plan-guide,
- approfondir les propositions relatives aux espaces publics d'intérêt général,
- expliciter le développement d'un pôle d'activités et d'emplois à l'échelle de l'agglomération bordelaise,
- inscrire le projet dans une dimension significative en matière de développement durable.
-

Cette étude pré opérationnelle sera menée par la ville de Bordeaux en partenariat avec la Communauté Urbaine de Bordeaux, qui s'engage à verser une aide financière à la ville.

Vu la délibération communautaire n° 2011/xxxxx du autorisant le versement d'une subvention à la commune de Bordeaux.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet

La commune de Bordeaux a lancé une consultation «mission d'étude pré opérationnelle sur le secteur Brazza Nord» à Bordeaux.

Le montant global prévisionnel des dépenses à engager pour la réalisation de l'opération envisagée est fixé à 794 140 euros HT.

ARTICLE 2 - Montant de la subvention communautaire

La Communauté Urbaine de Bordeaux s'engage à octroyer à la commune de Bordeaux une aide d'un montant maximum de 238 242 euros HT, représentant 30% du montant global HT de l'étude urbaine sur le secteur Brazza Nord.

Le plan de financement est contenu dans le tableau suivant :

Financeurs	Montant en €	%
Conseil Régional d'Aquitaine	12 500	1,57
ADEME	50 000	6,30
Communauté Urbaine de Bordeaux	238 242	30
Ville de Bordeaux	493 398	62,13
TOTAL H.T.	794 140	

Cette aide financière est non révisable à la hausse.

Si le montant du budget définitif s'avérait inférieur au budget prévisionnel, l'aide sera réduite au prorata des dépenses effectivement réalisées pour toujours correspondre à 30% du coût global HT de l'étude.

ARTICLE 3 - Modalités de versement de la subvention communautaire

- Versement

Le paiement de ladite subvention par la Communauté Urbaine de Bordeaux interviendra en deux versements :

- Un acompte de 50% sera versé :

➤ à la signature de la présente convention liant la Communauté Urbaine de Bordeaux d'une part et la Commune de Bordeaux d'autre part sur présentation au Service Programmation Aménagement Urbain – Direction de l'Urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux de l'ordre de service de commencement de l'étude.

- **Le solde** sera versé après la date d'achèvement de l'étude. A l'appui, le bénéficiaire devra produire les documents suivants

- Un exemplaire des livrables de chaque phase de l'étude
- Le bilan de l'étude faisant apparaître le montant des subventions obtenus ou à obtenir (copie des décisions des aides obtenues)
- Les factures acquittées ainsi qu'un état récapitulatif
- Le budget définitif de l'étude certifié exact par le Maire.

Ces justificatifs devront être transmis dans les douze mois maximum à compter de la déclaration d'achèvement de l'étude. Ce délai pourra être prorogé si la demande est justifiée.

- Compte à créditer

Les paiements seront effectués au vu d'un justificatif (RIB) sur le compte ouvert au nom du bénéficiaire auprès de l'établissement bancaire / BDF bordeaux

Code établissement	Code guichet	Numéro de compte	clé
30001	00215	C330000000	82

Dans le cadre d'une liquidation judiciaire, la présente convention sera en revanche résiliée de plein droit conformément aux stipulations de l'article 11 et la CUB ne sera plus redevable d'aucun reliquat de subvention quel qu'il soit.

ARTICLE 4 – Autres dispositions financières

Cette subvention est imputée sur les crédits communautaires au chapitre 204, compte 204 141, fonction 8241, CRB UB00, programme HB 28

ARTICLE 5 – Durée de la présente convention

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties, et prendra fin dès le paiement du solde de la subvention.

ARTICLE 6 – Commencement d'exécution de l'opération

La commune de Bordeaux s'engage à commencer l'étude au plus tard dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date de notification de la présente convention et à en informer par lettre recommandée avec accusé de réception l'autorité administrative désignée ci-après :

Monsieur le Président
Communauté Urbaine de Bordeaux
Direction de l'Urbanisme
Esplanade Charles de Gaulle
33076 Bordeaux cedex
☎ 05.56.99.84.84

Le défaut de commencement de l'étude dans le délai précité pourra entraîner à la libre appréciation de la Communauté Urbaine de Bordeaux la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 10, sauf autorisation de report octroyée par décision du Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Cette autorisation de report ne pourra cependant excéder deux ans et ne pourra intervenir que sur demande justifiée du bénéficiaire réceptionnée par le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux avant l'expiration du délai initial de 6 mois précité.

ARTICLE 7 – Abandon du projet d'étude

En cas d'abandon du projet d'étude, la commune de Bordeaux devra informer sans délai par écrit le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux en envoyant son courrier à l'adresse figurant à l'article 6.

ARTICLE 8 – Clause de publicité

La Commune de Bordeaux s'engage à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels la participation financière de la CUB, au moyen de l'apposition de son logo et à faire mention de cette participation dans ses rapports avec les médias.

ARTICLE 9 - Résiliation

La résiliation de la présente convention de subvention pourra être prononcée, après mise en demeure, en cas de manquement par la Commune de Bordeaux à l'une des obligations stipulées dans le présent contrat.

Cette résiliation est, en outre, encourue dans les mêmes conditions en cas de :

- Non exécution partielle ou totale de l'opération visée à l'article 1^{er} ;
- Constat d'un dépassement du taux maximum de cumul des aides publiques ;
- Constat d'un changement dans l'objet de la subvention ou d'un changement dans l'affectation de l'investissement ;
- Liquidation judiciaire.

ARTICLE 10 - Reversement

En cas de résiliation, la Communauté Urbaine de Bordeaux pourra faire procéder au reversement partiel ou total des sommes versées.

Il pourra également être procédé à la récupération des sommes versées non affectées à l'opération.

ARTICLE 11 – Responsabilité

Le reversement de la subvention attribué en application des stipulations de l'article précédent ne fait pas obstacle à ce qu'une éventuelle action en responsabilité soit exercée par la Communauté Urbaine de Bordeaux devant la juridiction compétente, tel que mentionné à l'article 13.

ARTICLE 12 – Litiges

En cas de litiges, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Le Maire de Bordeaux

Le Président de la Communauté Urbaine
de Bordeaux

Alain Juppé

Vincent Feltesse